



**HAL**  
open science

# Les classes moyennes de l'Asie du sud-est : entre démocratie et autoritarisme

Bruno Jetin

► **To cite this version:**

Bruno Jetin. Les classes moyennes de l'Asie du sud-est : entre démocratie et autoritarisme. Abigaël Pesses et Claire Thi-Liên Tran. *Asie du Sud-Est 2018. Bilan, enjeux et perspectives*, Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporain (IRASEC); Les Indes Savantes, 2018, 978-2-84654-489-4. halshs-01995207

**HAL Id: halshs-01995207**

**<https://shs.hal.science/halshs-01995207v1>**

Submitted on 26 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version initiale du chapitre publié dans l'ouvrage :

B. Jetin (2018). "Les classes moyennes de l'Asie du sud-est : entre démocratie et autoritarisme. In A. Pesses and C. Thi-Liên Tran (editeurs): "Asie du sud-est 2018", Paris et Bangkok, Les Indes savantes-IRASEC.

## Les classes moyennes de l'Asie du sud-est : entre démocratie et autoritarisme

Bruno Jetin

### Introduction

Les classes moyennes sont en pleine expansion en Asie et sont porteuses de beaucoup d'espoir. Sur le plan économique, elles sont considérées comme un facteur de croissance car l'accès de nouvelles générations à la consommation de biens durables et de nouveaux services renforce la dynamique des marchés nationaux. Sur le plan sociologique, on attend des classes moyennes qu'elles créent de nouveaux modes de vie, où la culture, les loisirs et le tourisme prennent de l'importance, et qu'elles améliorent le bien être en demandant des systèmes éducatifs et de santé de meilleure qualité. Sur le plan politique, les classes moyennes sont supposées soutenir la démocratie et la stabilité politique. Leur niveau d'éducation plus élevé est censé les conduire à préférer des sociétés plus ouvertes, basées sur l'égalité des chances et le mérite, plutôt que sur les privilèges et l'arbitraire, et à éviter les sociétés trop polarisées et conflictuelles qui pourraient mettre en danger leur confort de vie.

Ce chapitre analyse les classes moyennes de l'Asie du sud-est pour montrer que ces espoirs sont excessifs et souvent déçus. Dans une première partie, nous présentons des indicateurs couramment utilisés en économie pour mesurer l'importance des classes moyennes dans la région. Dans tous les pays d'Asie du sud-est, elles sont en augmentation et dans cinq d'entre eux, elles représentent au moins la moitié de la population. Dans une deuxième partie, on s'intéressera plus particulièrement aux « nouvelles classes moyennes » qui concentrent souvent les espoirs de démocratisation des sociétés. Il en ressort, que leur dépendance à l'Etat et à ses ressources, même si elle est en déclin, reste forte et discriminante. C'est sans doute là qu'il faut rechercher un clef de compréhension du faible ancrage des valeurs démocratiques et de l'attachement à l'autoritarisme des segments les plus aisés des classes moyennes. C'est ce que révèlent les enquêtes réalisées en sciences politiques dans les pays asiatiques que nous présentons dans une troisième partie.

### 1 – Croissance économique et émergence des classes moyennes en Asie du sud-est.

La montée des classes moyennes en Asie du sud-est est le résultat de la croissance élevée que la région a enregistrée pendant plusieurs décennies et du recul de la pauvreté absolue qu'elle a rendu possible. Le changement structurel intense, qui a vu des millions de paysans migrer vers les villes pour y occuper des emplois industriels et de services, s'est accompagné, après plusieurs décennies, d'une baisse de la pauvreté absolue d'environ 59% en 1981 à 12% en 2011<sup>1</sup>. Avec le recul de la pauvreté, de nouvelles couches de la population ont accédé à des niveaux de vie plus élevés qui ont entraîné de nouveaux besoins et de nouvelles attentes. Tous les pays de la région sont concernés mais à des périodes et dans des proportions différentes. Singapour, qui jouit du niveau de vie le plus élevé, est le premier pays où les classes moyennes sont devenues majoritaires dans la population, depuis les années 1980<sup>2</sup>. A l'opposé, dans les pays les moins développés comme le Cambodge et le Laos, la pauvreté absolue est

<sup>1</sup> La pauvreté absolue, ou ligne de pauvreté internationale, est définie comme le revenu minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base comme la nourriture, l'eau, l'hygiène, la santé et l'information. En dessous de ce revenu de subsistance, l'individu est considéré comme absolument pauvre. Pour pouvoir inclure tous les pays d'Asie du sud-est, on retiendra le revenu de 1,25 US \$ par jour au taux de parité de pouvoir d'achat de 2005 calculé par la Banque mondiale. Ce taux tient compte des différences de prix entre pays. Le seuil de pauvreté a été porté à 1,90 US \$ aux prix de 2011, mais les estimations de pauvreté pour le Cambodge n'étaient pas disponibles au moment de l'écriture de ce chapitre. Source: Povcalnet, Banque mondiale, accédé le 13 octobre 2017.

<sup>2</sup> Source : Rodan, G. (1992) 'Singapore: Emerging tensions in the 'dictatorship of the middle class'', *The Pacific Review*, 5, 370-81

toujours un problème clef et les classes moyennes commencent tout juste à émerger. Pour avoir une vue d'ensemble tenant compte de cette diversité et de son évolution, il est nécessaire de définir plus précisément les classes moyennes d'un point de vue économique. A l'instar des autres sciences sociales, il n'existe pas de consensus en économie concernant ce sujet. En première approche, on est amené à comparer une catégorie de la population occupant une position médiane à d'autres catégories plus riches ou plus pauvres. On définit pour cela des classes économiques en termes relatifs en fonction du niveau de revenu ou de consommation. Par exemple, est défini comme pauvre, un ménage gagnant de 50 à 60% du revenu national médian. C'est l'approche la plus couramment utilisée dans les pays riches où la vaste majorité de la population vit au-dessus du niveau de pauvreté absolue. Elle est moins pertinente dans les pays en développement où une proportion importante, voire majoritaire, de la population, vit en dessous ou légèrement au-dessus du seuil de pauvreté absolue. Ce seuil reste donc une référence importante pour définir les classes moyennes des pays en développement d'autant plus qu'il permet des comparaisons internationales.

En général, les auteurs font la distinction entre une classe moyenne « aisée » et une classe moyenne « précaire »<sup>3</sup> pour souligner le fait qu'une partie d'entre elles est composée de ménages qui viennent tout juste de sortir de la pauvreté<sup>4</sup>. En suivant Birdsall (2015, op cit), on prendra le revenu de 10 \$ US par jour, comme un indicateur brut permettant de distinguer ces deux segments. La classe moyenne précaire est celle qui gagne de 4 US \$ à 10 US \$ par jour et la classe moyenne aisée, de 10 US \$ à 50 US \$. Au-dessus de 50 US \$ par jour, les ménages sont réputés être riches. A l'autre extrémité, on appellera « modérément pauvres », ceux gagnant jusqu'à 2 US \$, et « proches de la pauvreté », ceux gagnant entre 2 US \$ et 4 US \$. La classe moyenne précaire a une probabilité élevée de retomber dans la pauvreté, ou à des niveaux proches, en cas de crise économique sévère, alors que la classe moyenne aisée en est préservée. Ce sentiment d'insécurité et de fragilité rapproche la classe moyenne précaire des catégories à faible revenu de la population, souvent majoritaires. Qu'est-ce qui justifie, dans ces conditions, que ces ménages soient considérés comme partie intégrante des classes moyennes ?

Tout d'abord, contrairement aux pauvres, ils sont capables d'épargner une partie de leurs revenus et de faire des plans sur l'avenir. Ensuite, ils tendent à ressembler à la classe moyenne aisée dans le domaine de la consommation et de la santé<sup>5</sup>. Ils dépensent moins en proportion dans la nourriture et les produits de première nécessité que les pauvres et les presque pauvres<sup>6</sup>. Les classes moyennes précaires ont aussi des logements plus grands et de meilleure qualité avec un accès à l'électricité et aux sanitaires. Ils dépensent plus en matière de santé et ont une espérance de vie plus élevée que les pauvres. Ils investissent aussi plus dans l'éducation de leurs enfants. Par exemple, un cinquième de la classe moyenne précaire au Vietnam et un quart de celle d'Indonésie possède un diplôme universitaire contre moins d'un dixième des ménages proches de la pauvreté<sup>7</sup>. L'accès à l'enseignement supérieur est évidemment encore plus répandu au sein des classes moyennes aisées. En résumé, bien qu'il n'y ait pas de différences tranchées dans tous les domaines, passer de la catégorie « proche de la pauvreté » à celle de « classe moyenne précaire » marque le passage du « à peine suffisant » à « un peu plus que suffisant » et initie un changement qualitatif du mode de vie<sup>8</sup>.

Sur la base de cette classification économique, on peut observer l'émergence des classes moyennes en Asie du sud-est à partir du tableau 1 qui rassemble sept pays pour lesquels les informations étaient disponibles.

Tableau 1 : Estimation des classes moyennes en Asie du sud-est selon les niveaux de revenu

<sup>3</sup> Notre traduction des termes anglais « secure middle class » and « insecure middle class ».

<sup>4</sup> Voir par exemple les travaux de Birdsall, N. (2015) 'Does the Rise of the Middle Class Lock in Good Government in the Developing World?', *European Journal of Development Research*, **27**, 217-29, Wietzke, F.-B. (2015) 'Kicking away the ladder? Poverty reduction and public support for redistribution in emerging economies', *Socio-Economic Review*,

<sup>5</sup> Voir Wietzke, F.-B. & A. Sumner (2014) 'The Political and Social Implications of the 'New Middle Classes' in Developing Countries: A Literature Review and Avenues for Future Research': European Association of Development Research and Training Institutions, Policy Paper) P 13

<sup>6</sup> Banerjee, A. V. & E. Duflo (2008) 'What is Middle Class about the Middle Classes around the World?', *Journal of Economic Perspectives*, **22**, 3-28 P 7

<sup>7</sup> Huynh, P. & S. Kapsos (2013) 'Economic class and labour market inclusion: Poor and middle class workers in developing Asia and the Pacific', *ILO Asia-Pacific Working Paper Series*,

<sup>8</sup> Cette stratification économique correspond dans ses grandes lignes avec certaines stratifications sociologiques. En Indonésie, Solvay Gerke observe, dans ses enquêtes de terrain, l'existence d'un « modèle de représentation populaire » qui fait la différence entre ceux qui « parviennent tout juste à joindre les deux bouts », ceux « qui ont assez » (cukupan) et les riches (orang kaya). Source : Gerke, S. (2002) 'Global lifestyles under local conditions: The new Indonesian middle class', in *Consumption in Asia: Lifestyles and identities*: Routledge London and New York)

Source : Calculs de l'auteur avec Povcalnet, Banque mondiale, accédé le 15 octobre 2017.

Sans surprise, leur importance relative et celle des pauvres varient en fonction du niveau de développement des pays, indiqué par le niveau de revenu journalier. Dans seulement trois pays, la Malaisie, la Thaïlande, et le Vietnam, les classes moyennes précaires et aisées forment dans leur ensemble une majorité avec respectivement 79%, 69% et 51,5% de la population. La Malaisie est le seul pays de l'échantillon où la classe moyenne aisée, avec 42%, est le segment le plus important. En Thaïlande, elle n'est pas négligeable (20%) mais la classe moyenne précaire domine (49%). Au Vietnam, la classe moyenne aisée émerge tout juste (8%) comparée à une classe moyenne précaire (43.5%) de proportion équivalente à celle de la Thaïlande. L'Indonésie étant un grand pays, où les écarts entre ville et campagne sont considérables, les statistiques distinguent les zones urbaines des zones rurales. On constate que l'Indonésie urbaine a atteint un revenu journalier équivalent à celui de l'ensemble des Philippines, et les classes moyennes y représentent environ seulement un quart de la population. Dans leur grande majorité, ces classes moyennes sont précaires. Dans l'Indonésie rurale, au Cambodge et au Laos, les classes moyennes représentent moins du cinquième de la population et n'est constituée pratiquement que de précaires, le segment aisé n'atteignant même pas 2%.

En résumé, le développement des classes moyennes en Asie du sud-est est indéniable, mais ne doit pas faire oublier que dans les quatre pays les plus pauvres présentés dans le tableau 1, (Cambodge, Indonésie, Laos, Philippines), 40 à 60% de la population vit dans un état de pauvreté « modérée » ou absolue. Une proportion, allant de 29% au Laos à 44% au Cambodge, vit à un niveau plus élevé mais proche de la pauvreté. Le Myanmar, pour lequel les statistiques n'étaient pas disponibles, appartient sans aucun doute à cette catégorie de pays pour lesquels la pauvreté continue de dominer les préoccupations quotidiennes. A l'opposée, cinq autres pays, si l'on ajoute Singapour et le Brunei Darussalam, ont maintenant une population où les classes moyennes sont majoritaires (Vietnam) voire largement majoritaires (Thaïlande, Malaisie, Brunei et Singapour), même si la proportion d'individus encore affectés par une pauvreté modérée ou restant proche de la pauvreté reste significative (de 18% en Malaisie à 48,5% au Vietnam). L'Asie du sud-est rejoint ainsi une tendance observée à l'échelle mondiale qui, à mesure que la pauvreté absolue recule, voit émerger de nouvelles catégories de population, souvent hâtivement englobées dans la catégorie unique de « classe moyenne globale »<sup>9</sup>.

Peut-on attendre de ces classes moyennes, là où elles sont devenues majoritaires, une démocratisation de leur société ? Si l'on en croit Seymour Martin Lipset<sup>10</sup>, figure classique en sociologie de la théorie de la modernisation<sup>11</sup>, la réponse devrait être positive. Quatre facteurs expliquent pourquoi le renforcement des classes moyennes conduirait à un basculement des valeurs sociétales en faveur de la démocratie. L'amélioration du niveau d'éducation et l'accès aux médias permet aux membres des classes moyennes de comprendre, de s'informer et de participer au débat politique. N'étant plus obligés de consacrer tout leur temps à satisfaire les besoins de première nécessité, ils disposent du temps nécessaire pour s'engager dans l'activité politique. Les classes moyennes sont aussi attirées par les positions politiques modérées plus compatibles à la survie de la démocratie car éloignant le double danger du communisme et du fascisme propre aux sociétés très inégalitaires et polarisées. Enfin, les pays où les classes moyennes se renforcent sont souvent des pays en pleine expansion économique. Cela permet de résoudre plus facilement les conflits dans la mesure où il est moins nécessaire de taxer les plus riches pour redistribuer aux plus pauvres. Les conflits sociaux peuvent se résoudre par le jeu de la vie démocratique et moins par la violence politique. Cependant, comme le fait remarquer Eva Bellin<sup>12</sup>, ces facteurs explicatifs sont liés aux classes moyennes aisées mais ne correspondent pas aux

<sup>9</sup> A ce sujet, Kharas, H. (2017) 'The Unprecedented Expansion of the Global Middle Class: an Update', in *Global Economy & Development Working Paper n° 100*, (New York: Brookings Institution)

<sup>10</sup> Lipset, S. M. (1959) 'Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy', *American political science review*, **53**, 69-105

<sup>11</sup> Selon cette théorie, le développement économique, et en particulier l'industrialisation, entraîne un changement physique de la société, mais aussi un changement intellectuel et culturel qualifié de « moderne » car consacrant la primauté de la rationalité et de la science sur la religion, comme explication générale du monde. Pour une présentation critique de la théorie de la modernisation voir le chapitre 3 de King, V. T. (2008b) *The sociology of Southeast Asia: Transformations in a developing region*, (Copenhagen: NIAS Press)

<sup>12</sup> Bellin, E. (2010) 'The dog that didn't bark: The political complacency of the emerging middle class (with Illustrations from the Middle East)', in *Political Power and Social Theory*:

classes moyennes précaires qui luttent encore « pour joindre les deux bouts » et restent préoccupées par la crainte de retomber dans la pauvreté. Au Vietnam et en Thaïlande, où les classes moyennes précaires sont largement majoritaires, les prérequis de la démocratisation ne seraient pas réunis et encore moins dans les pays les plus pauvres de la région. Seuls en Malaisie, au Brunei et à Singapour, une classe moyenne aisée suffisamment nombreuse permettrait à la démocratie de s'établir. On voit bien là toutes les limites de la théorie de la modernisation dans la mesure où aucun de ces trois pays n'est une démocratie libérale. S'il est indéniable qu'être dégagé des activités de survie, disposer de temps libre, être éduqué et informé permet aux citoyens de faire vivre et d'approfondir une démocratie déjà établie, rien n'est dit sur le processus de transition d'un régime autoritaire à un régime démocratique.

Pour en apprendre plus, il importe d'étudier de plus près le contexte historique de formation des classes sociales et notamment des classes moyennes. On s'attachera en particulier à un segment particulier des classes moyennes aisées, les professions scientifiques et intellectuelles, que l'on qualifie de « nouvelles classes moyennes », agent supposé de la démocratie.

## 2 – Classes moyennes et Etat : une filiation maintenue.

Les classes moyennes en Asie du sud-est trouvent leur origine dans un rapport étroit à l'Etat. Ainsi, au Vietnam, à l'époque précoloniale, la réussite aux examens mandarinaux, donnant accès à la fonction d'Etat, était l'une des rares possibilités de mobilité sociale. Durant l'occupation française, l'édification de l'Etat colonial, l'exploitation des ressources naturelles et les débuts de l'industrialisation donneront naissance à partir des années 1920 à une bourgeoisie vietnamienne consciente de ses intérêts et à des classes moyennes constituées d'une minorité de jeunes vietnamiens ayant acquis une instruction élevée en France. Ils occuperont à leur retour des professions scientifiques et intellectuelles et diffuseront de nouvelles idées et de nouveaux styles de vie, par le biais d'associations, d'articles de presse et par la littérature<sup>13</sup>. Avec des variantes, des processus similaires se retrouvent dans les autres pays de la région colonisés par les puissances européennes et américaines.

Au cours de la lutte pour l'indépendance, les « professionnels » joueront parfois un rôle décisif en Asie. Rizal aux Philippines, Sukarno en Indonésie ou Gandhi en Inde, étaient respectivement médecin, ingénieur et avocat<sup>14</sup>. Après l'indépendance, bureaucrates et militaires mettront rapidement en place des Etats développeurs autoritaires dont l'industrialisation deviendra l'élément moteur. Pour reprendre une expression de Richard Robison et David Goodman, « l'Etat a agi comme la sage-femme du capitalisme »<sup>15</sup>. Les politiques de développement mises en œuvre durant les années 1970-80 vont conduire en un « temps comprimé »<sup>16</sup> à l'essor d'une nouvelle bourgeoisie et à de « nouvelles classes moyennes »<sup>17</sup> par un accroissement progressif des emplois de professionnels et de techniciens au sein de la bureaucratie d'Etat et des entreprises publiques en pleine expansion. L'intégration des professionnels dans l'administration va contribuer à la formation d'une technocratie moderne renouvelant la bureaucratie traditionnelle et y renforçant le conservatisme au nom du pragmatisme technique et économique<sup>18</sup>. Des politiques éducatives et sociales ciblées, prenant parfois la forme de politiques de discrimination positive comme en Malaisie<sup>19</sup>, seront adoptées pour

<sup>13</sup> Bélanger, D., L. B. W. Drummond & V. Nguyen-Marshall (2012) 'Introduction: Who Are the Urban Middle Class in Vietnam?', in *The Reinvention of Distinction: Modernity and the Middle Class in Urban Vietnam*, eds. V. Nguyen-Marshall, W. L. B. Drummond and D. Bélanger (Dordrecht: Springer Netherlands)

<sup>14</sup> Evers, H.-D. (1973) 'The role of professionals in social and political change', *Southeast Asian Journal of Social Science*, 1, 1-9. Ce constat n'est pas toujours vrai. Ho Chi Minh n'était pas diplômé du supérieur, mais il était le fils d'un lettré reçu aux examens mais déchu de ses droits. Son engagement politique l'a amené, comme bien d'autres dirigeants communistes, à acquérir une grande culture et à exercer de fait une activité intellectuelle.

<sup>15</sup> Robison, R. & D. S. G. Goodman (1996) 'The new rich in Asia: Mobile phones, McDonalds and middle-class revolution', in *The New Rich in Asia*, eds. R. Robison and D. S. G. Goodman (London and New York: Routledge)

<sup>16</sup> Une des spécificités du développement de l'Asie du sud-est et de la formation des classes sociales est qu'ils se sont réalisés en un « temps comprimé » par rapport au développement du capitalisme en Europe qui s'est étalé sur plusieurs siècles, voire en Amérique latine où les pays ont acquis leur indépendance beaucoup plus tôt. Voir à ce sujet : Hattori, T., T. Funatsu & T. Torii (2003) 'Introduction: The Emergence Of The Asian Middle Classes and Their Characteristics', *The Developing Economies*, 41, 129-39

<sup>17</sup> Les professions scientifiques et intellectuelles, et les techniciens et apparentés sont qualifiés de « nouvelles classes moyennes », par opposition aux classes moyennes traditionnelles telles que les artisans, les petits commerçants, les petits entrepreneurs, les petits paysans, les fonctionnaires et les employés de bureau.

<sup>18</sup> Khoo, B. T. (2014) 'Technocracy and Politics in a Trajectory of Conflict', *Southeast Asian Studies*, 3, 415-38

<sup>19</sup> Voir à ce sujet: Torii, T. (2003) 'The Mechanism for State-Led Creation of Malaysia's Middle Classes', *The Developing Economies*, 41, 221-42 L'auteur montre que les plans de développement économiques adoptent des objectifs chiffrés et

former en nombre suffisant les nouveaux professionnels. Cela ouvrira une période de forte promotion sociale qui viendra légitimer en retour l'Etat développeur autoritaire. Parallèlement, les Etats développeurs autoritaires vont fortement réprimer le mouvement ouvrier, au nom de la lutte contre le communisme durant la guerre froide, puis au nom de la compétitivité, lorsque des politiques de croissance tirées par les exportations seront mises en œuvre à partir des années 1980. Le mouvement ouvrier, c'est-à-dire un ensemble de syndicats, d'associations et de partis politiques, œuvrant à l'adoption de réformes sociales et à une distribution plus égalitaire des richesses, n'a que rarement accédé au rang d'acteur politique national. Cela va profondément affaiblir les possibilités de démocratisation des pays de la région. Historiquement, dans les pays d'Europe occidentale où le capitalisme a vu le jour, deux classes sociales ont œuvré pour la démocratie. La bourgeoisie, lorsque l'Etat absolutiste et la noblesse s'opposaient à ses intérêts<sup>20</sup>, et la classe ouvrière lorsque le développement des libertés civiles et politiques était la condition pour l'amélioration de sa condition matérielle<sup>21</sup>. Les classes moyennes, comme les professionnels et les intellectuels, se sont alliés selon les circonstances à la bourgeoisie ou à la classe ouvrière mais n'ont pas joué de rôle propre. En Asie du sud-est, la faiblesse du mouvement ouvrier organisé ne lui permettra pas d'attirer les classes moyennes pour forger des alliances durables<sup>22</sup>. Les classes moyennes resteront donc longtemps polarisés par l'Etat qui les a enfantés.

Cette dépendance des nouvelles classes moyennes envers l'Etat n'est pas seulement matérielle. L'idéologie nationaliste, comme celle « l'ordre nouveau » en Indonésie, du « paternalisme despotique » en Thaïlande<sup>23</sup> ou de la « nouvelle économie politique » en Malaisie<sup>24</sup>, le projet de « nouvelle société » aux Philippines à l'époque de la dictature de Ferdinand Marcos<sup>25</sup>, promouvait une vision organique de la société, où l'Etat et ses dirigeants sont censés poursuivre l'intérêt national par-dessus les intérêts particuliers et contrôlent les forces sociales grâce à des institutions corporatistes systématisant le patronage. Ce capitalisme étatique et autoritaire transmettra à la bourgeoisie et aux nouvelles classes moyennes d'Asie du sud-est une culture anti-libérale durable. A partir d'un autre contexte historique et politique, ce processus se reproduira au Vietnam, au Cambodge et au Laos lorsque ces pays renoueront avec l'économie de marché. Les membres de l'appareil d'Etat y ont utilisé le pouvoir et les informations privilégiées qu'ils possèdent pour commercialiser des pans entiers de l'Etat et créer des entreprises privées directement ou par le biais de leur famille pour s'enrichir personnellement. L'accaparement des terres a complété ces stratégies. Le même phénomène avait été observé en Indonésie à l'époque de la dictature farouchement anti-communiste de Suharto, lorsque des ministres profitaient de leur situation pour faire des affaires en créant leurs propres entreprises. Par ailleurs, le secteur privé naissant n'a pu se développer qu'en nouant des liens étroits avec des fonctionnaires ou membres du parti<sup>26</sup>. Par conséquent, les professionnels des nouvelles classes moyennes, même ceux travaillant dans les entreprises privées étrangères, restent dans leur grande majorité de fidèles partisans du régime et cherchent à rejoindre le parti au pouvoir<sup>27</sup>.

Dans ces conditions, la croissance de la part des professionnels et assimilés dans l'emploi, que retrace le graphique 1, ne saurait être interprétée comme une évolution nécessairement positive pour la démocratie. Elle a été particulièrement rapide à

explicitement d'accroissement des classes moyennes par groupe ethnique dans le but avoué de favoriser l'émergence d'une classe moyenne malaise.

<sup>20</sup> Moore, B. (1966) *Social origins of dictatorship and democracy: Lord and peasant in the making of the modern world*, (Boston: Beacon)

<sup>21</sup> Voir Huber, E., D. Rueschemeyer & J. D. Stephens (1993) 'The Impact of Economic Development on Democracy', *Journal of Economic Perspectives*, 7, 71-86

<sup>22</sup> Rodan, G. & K. Jayasuriya (2009) 'Capitalist development, regime transitions and new forms of authoritarianism in Asia', *The Pacific Review*, 22, 23-47

<sup>23</sup> Le système du « paternalisme despotique » est mis en place par le général Sarit Thanarat après le coup d'état de 1957-58. Voir à ce sujet : Chaloeintiarana, T. (2007) *Thailand: The politics of despotic paternalism*, (Chiang Mai, Thailand: Silkworm Books) Selon Mickael Kelly Connors, ce système laissera une empreinte durable en inaugurant la notion de « démocratie à la thaïlandaise » s'appuyant sur la trilogie « monarchie, religion, nation » Connors, M. K. (2007) *Democracy and national identity in Thailand*, (Copenhagen: NIAS Press)

<sup>24</sup> La nouvelle économie politique, adoptée en 1970, a pour objectif officiel de canaliser le progrès économique en faveur de l'ethnie malaise. Elle trouve son origine dans le nationalisme malais consacré par les deux congrès de 1965 et 1967 (dits « congrès Bumiputera ») qui feront pression sur la direction de l'Organisation Nationaliste pour l'Unité Malaise (UMNO) pour faire reconnaître le « privilège » malais. Voir : Kahn, J. S. (1996) 'Growth, economic transformation, culture and the middle classes in Malaysia', in *The new rich in Asia: Mobile phones, McDonalds and middle-class revolution*, eds. R. Robison and D. S. G. Goodman (London and New York: Routledge)

<sup>25</sup> Litonjua, M. D. (2001) 'The state in development theory: the Philippines under Marcos', *Philippine studies*, 49, 368-98

<sup>26</sup> Gainsborough, M. (2012) 'Elites vs. reform in Laos, Cambodia, and Vietnam', *Journal of Democracy*, 23, 34-46

<sup>27</sup> Voir pour le cas vietnamien: King, V. T. (2008a) 'The middle class in Southeast Asia: Diversities, identities, comparisons and the Vietnamese case', *International Journal of Asia Pacific Studies*, 4, 73-109, Gainsborough, M. (2002) 'Political change in Vietnam: In search of the middle-class challenge to the state', *Asian Survey*, 42, 694-707

Singapour où elles atteignent un niveau record avec près de 40% en 2016, soit un niveau identique à ceux de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Cela reflète la spécialisation exceptionnelle de Singapour dans les activités de services très qualifiés liés à la forte présence des banques et de la finance, des sièges de firmes multinationales et des activités de recherche et développement. En comparaison, seules les nouvelles classes moyennes du Brunei Darussalam (33% en 2014) et de Malaisie (23%) présentent un niveau significatif. Dans les autres pays d'Asie du sud-est, elles n'atteignent qu'entre 8% (Indonésie, Philippines) et 10% (Thaïlande, Vietnam), sauf dans les pays les plus pauvres comme le Cambodge (4,6% en 2010) et le Myanmar (4,7% en 2015)<sup>28</sup>.

Graphique 1. Part des nouvelles classes moyennes dans l'emploi en Asie du sud-est

Source : calculs de l'auteur à partir d'ILOSTAT.

Cependant, même dans ces pays, les nouvelles classes moyennes jouent un rôle politique beaucoup plus important dans la société que leur importance numérique modeste ne le suggère. Elles sont souvent concentrées dans les grandes villes (ou la capitale) où elles disposent de relais politiques et institutionnels décisifs. L'appartenance ethnique peut aussi jouer un rôle important dans la mesure où elle renforce la cohésion, l'identité et les réseaux d'influence. La création de villes nouvelles ou de résidences fermées, au sein ou à la périphérie des grandes villes, accentue le sentiment d'appartenance à une « élite »<sup>29</sup>. La propriété du logement contribue à la création d'une identité de classe tout en étant une source d'enrichissement importante pour les classes moyennes étant donné l'ampleur de la spéculation immobilière dans les grandes villes d'Asie<sup>30</sup>. La concentration spatiale et l'appartenance ethnique peuvent se combiner pour renforcer cette identité de classe. Celle-ci est basée sur l'accumulation de la propriété personnelle et la consommation ostentatoire grâce à l'effort d'éducation et le sentiment de travailler dur par opposition à la grande masse des pauvres incultes et oisifs qui réclament des allocations sociales financées par l'impôt des classes moyennes. C'est sans doute à Bangkok que cette opposition est la plus forte. Chris Baker<sup>31</sup> observe que les sino-thaïs dominent parmi les nouvelles classes moyennes de Bangkok, travaillant soit dans la bureaucratie soit dans le secteur privé, et qu'elles n'ont en général pas de lien avec la campagne. Celle-ci est vue avec méfiance et toute représentation politique de la population rurale est considérée comme hostile. Le paysan est représenté par un buffle, symbole de la stupidité et de la docilité, car l'électeur de la campagne est supposé se laisser facilement manipuler et acheter par des politiciens véreux.

Ce sentiment d'appartenance à un groupe spécifique explique pourquoi, l'influence et le rôle politique des nouvelles classes moyennes vont bien au-delà de leur importance numérique, même dans les pays comme la Thaïlande où elles sont encore réduites. Cette identité de classe explique aussi pourquoi le soutien des classes moyennes à l'Etat ne s'est pas démenti malgré le déclin de son rôle direct comme employeur à partir des années 1990. En Malaisie, au milieu des années 1990, la grande majorité des professionnels travaillent déjà dans le secteur privé<sup>32</sup>. En 2015, pour la première fois dans l'histoire de la Thaïlande, les nouvelles classes moyennes sont plus nombreuses à travailler dans le secteur privé (49%) que pour l'Etat (42%)<sup>33</sup>. Cette autonomisation des classes moyennes concernant l'emploi ne signifie pas que la dépendance envers l'Etat est rompue. Les politiques publiques en matière de développement urbain, d'accession à la propriété du logement, d'infrastructure de transport et de communication, et souvent l'absence de taxation du patrimoine foncier et de l'héritage, sont autant de liens qui maintiennent une relation étroite entre les classes moyennes et l'Etat. Elle explique leur opposition aux politiques de redistribution en faveur des plus démunis allant parfois au renversement des gouvernements élus qui voudraient les mettre en œuvre. L'adhésion des classes moyennes à la démocratie reste conditionnée à la défense de leurs intérêts.

<sup>28</sup> Les données pour le Brunei, le Cambodge, le Laos et le Myanmar ne sont pas présentées dans le graphique 1, car on ne dispose que d'une année. Source : ILOSTAT, accédé le 15 octobre 2017.

<sup>29</sup> Firman, T. (2004) 'New town development in Jakarta Metropolitan Region: a perspective of spatial segregation', *Habitat International*, **28**, 349-68

<sup>30</sup> Shatkin, G. (2010) 'Middle class or propertied class? Class politics and urban redevelopment in contemporary Asia', in *Political Power and Social Theory: Emerald Group Publishing Limited*

<sup>31</sup> Baker, C. (2016) 'The 2014 Thai Coup and Some Roots of Authoritarianism', *Journal of Contemporary Asia*, **46**, 388-404

<sup>32</sup> Embong, A. R. (1996) 'Social Transformation, the State and the Middle Classes in Post-Independence Malaysia', *Southeast Asian Studies*, **34**, 524-47

<sup>33</sup> Source: Calculs de l'auteur avec les données de l'enquête sur la population active, Office national de la statistique de la Thaïlande.

### 3 – Classes moyennes et démocratie : un rapport ambivalent.

Comprendre le rapport des classes moyennes à la démocratie impose d'en définir les termes tant le débat est piégé par la complexité en soi du concept de démocratie et de ses nombreuses déclinaisons dans les pays en développement que reflète la floraison d'adjectifs qui la qualifient<sup>34</sup>. Par souci de simplicité, on retiendra les catégories définies par Freedom House, une institution qui fait référence pour le recensement des démocraties à l'échelle mondiale, et qui distingue démocratie libérale et démocratie électorale.

Une démocratie libérale existe lorsque les libertés civiles, les droits politiques et les droits de propriété sont fermement établis dans un pays. De plus, la participation aux élections doit être libre et équitable. Le transfert du pouvoir après les élections doit s'opérer de manière paisible et ordonnée. Les nouveaux élus doivent disposer d'une autorité réelle pour gouverner et n'être contraints que par les règles de transparence et les contre-pouvoirs prévus par la loi<sup>35</sup>. Tenir des élections n'est donc pas un critère suffisant pour qu'un pays soit une démocratie libérale. Il existe des démocraties électorales où des gouvernements autoritaires, violant tout ou partie des droits et libertés, organisent des élections à des fins de légitimation et de propagande<sup>36</sup>.

Selon Freedom House, l'Asie du sud-est ne compte que deux démocraties électorales<sup>37</sup>, l'Indonésie et les Philippines, et aucune démocratie libérale<sup>38</sup>. C'est autant qu'en 1990 à la fin de la guerre froide. L'Asie du sud-est a connu une apogée avec trois démocraties électorales entre 1999 et 2005 lorsque la Thaïlande a profité d'une embellie éphémère. Quelle a été le rôle des classes moyennes durant cette période de transition démocratique avortée qui s'inscrit dans une tendance mondiale que Larry Diamond qualifie de « récession démocratique »<sup>39</sup> ?

Les classes moyennes ont joué un rôle ambivalent et leur soutien à la démocratie a été fluctuant. Dans les années 1980 et 1990 elles ont participé au renversement de certaines des dictatures les plus notables de la région au côté des travailleurs pauvres: Marcos en 1986 aux Philippines, Krprayoon en 1992 en Thaïlande, Suharto en Indonésie en 1998. À partir des années 2000, elles ont activement contribué au renversement de gouvernements issus des urnes. Estrada en 2001 aux Philippines, Thaksin en 2006, Yingluck en 2014 en Thaïlande. Pour comprendre ce phénomène, il faut se rappeler que les pays d'Asie du sud-est n'ont jamais connu de longue période démocratique, même électorale. L'attachement aux valeurs démocratiques y est nécessairement fragile et contradictoire. C'est ce que reflètent les enquêtes menées par les chercheurs participant au « World Value Survey » dont nous présentons certains résultats pour les pays d'Asie du sud-est disponibles (voir le tableau 2).

Tableau 2 : Attachement à la démocratie et à l'autoritarisme dans quelques pays du sud-est

Source: Calculs de l'auteur à partir des données du World Value Survey, accédé le 17 octobre 2017.

Ce tableau rassemble les individus qui répondent « très bien » ou « assez bien » aux questions posées. Les individus sont classés en fonction de la classe sociale à laquelle ils s'identifient lorsqu'on les interroge à ce sujet<sup>40</sup>. Cette stratification

<sup>34</sup> Collier, D. & S. Levitsky (1997) 'Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research', *World Politics*, Vol. 49, 430-51

<sup>35</sup> Voir sur ce thème: Rodrik, D. (2016) 'Is Liberal Democracy Feasible in Developing Countries?', *Studies in Comparative International Development*, 1-10, Sorpong, P. (2014) 'The Limits and Potential of Liberal Democratization in Southeast Asia', *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 33, 19-47 Zakaria, F. (1997) 'The rise of illiberal democracy', *Foreign affairs*, 22-43

<sup>36</sup> Schedler, A. (2006) 'The logic of electoral authoritarianism', in *Electoral authoritarianism: The dynamics of unfree competition*, ed. A. Schedler (Boulder and London: Lynne Rienner Publishers, Inc.)

<sup>37</sup> Freedom House accorde le statut de démocratie électorale aux pays qui obtiennent un score d'au moins 7/12 dans la sous-catégorie « processus électoral, et au moins 20/40 dans la catégorie « droits politiques ». Voir la rubrique « méthodologie » sur le site de Freedom House.

<sup>38</sup> Ce jugement est basé sur le rapport Freedom House de 2017 qui mesure le respect des libertés civiles et des droits politiques de chaque pays sur une échelle de 1 à 7. Selon les résultats, les pays sont considérés comme « libres », « partiellement libres » et « non libres ». Une démocratie libérale, supposant le respect des droits et libertés, appartient donc à la catégorie des pays libres. Aucun pays d'Asie du sud-est ne respectait ces critères en 2017. Source : Freedom-House (2017) 'Freedom in the World 2017':

<sup>39</sup> Diamond, L. (2015) 'Facing up to the democratic recession', *Journal of Democracy*, 26, 141-55

<sup>40</sup> La question posée est la suivante: "Les gens se décrivent eux-mêmes parfois comme appartenant à la classe ouvrière, la classe moyenne basse, la classe moyenne élevée, la classe la plus élevée ou la plus faible. Est-ce que vous diriez de vous-même que vous appartenez à..." (notre traduction). 75,4% des indonésiens en 2006 déclarent appartenir aux classes moyennes (dont 52,8% à la classe moyenne inférieure), 39,7% des malaisiens en 2011 (29,4%), 61,3% des philippins en 2012 (40,5%), 67,9% des singapouriens en 2012 (46%), 69,4% des thaïlandais en 2013 (49,8%) et 13,9% des vietnamiens en 2006 (9%).



sociale subjective ne correspond pas à la stratification économique présentée précédemment dans la mesure où elle s'appuie sur les représentations que les gens se font d'eux-mêmes en fonction de leur contexte national. Mais elle donne une idée de l'attachement à la démocratie et du détachement de l'autoritarisme de ceux qui pensent faire partie des classes moyennes. A priori, être attaché à la démocratie devrait être contradictoire avec un attachement à l'autoritarisme. Tel n'est pas le cas dans la plupart des pays d'Asie du sud-est à cause de l'absence d'expérience de la démocratie au sens libéral du terme et des autres significations qu'elle évoque chez ses habitants. Plusieurs travaux ont montré que cette contradiction est bien présente en Asie du sud-est, voire dans le reste de l'Asie<sup>41</sup>. Le tableau 2 indique qu'entre 75% et 90% du total des répondants considèrent qu'avoir « un système politique démocratique est assez bien ou très bien pour gouverner le pays », mais 50% des malaisiens ou des singapouriens et 60% des philippins pensent qu'avoir « un dirigeant fort qui n'a pas à se préoccuper d'un parlement et des élections » est une bonne ou très bonne chose; avoir « des experts pour prendre les décisions qu'ils jugent bonnes pour le pays à la place d'un gouvernement » attire la faveur d'un tiers des thaïlandais à deux tiers des malaisiens. Enfin, un tiers des thaïlandais et 88% des indonésiens pensent que c'est une bonne ou très bonne chose que l'armée gouverne le pays. Les réponses concernant la démocratie ne sont donc pas très fiables car elles ne révèlent pas les véritables orientations des répondants. Préférer que l'armée dirige le pays ne souffre pas de la même ambiguïté. C'est pourquoi il est préférable de s'intéresser aux trois questions concernant la préférence pour l'autoritarisme pour évaluer le positionnement des classes moyennes. A ce sujet, les classes moyennes supérieures indiquent en général un soutien plus élevé pour les « hommes forts » (64% en Malaisie et 65% aux Philippines), pour les experts (71% en Malaisie, 42% au Vietnam) et pour l'armée (90% en Indonésie) que le reste de la société. Les classes moyennes précaires sont moins enclines à l'autoritarisme que les classes moyennes supérieures mais cela ne signifie pas qu'elles soient systématiquement moins en faveur des choix autoritaires. En résumé, les résultats du tableau 2 ne confirment pas la thèse d'une classe moyenne partisan de la démocratie et rejetant sans ambiguïté l'autoritarisme, bien au contraire. Ces résultats éclairent les événements politiques récents dans certains pays de la région.

En Indonésie, actuellement présentée comme la démocratie la plus avancée en Asie du sud-est, l'élection de Joko Widodo (dit Jokowi) en juillet 2014 avec une large majorité (53%) a fait oublier que son adversaire, Prabowo Subianto, a rassemblé 47% des électeurs sur un programme ultra-nationaliste et promettant un retour aux mécanismes électoraux indirects qui ont permis à son beau-père, feu le dictateur Sukarno, de régner en maître pendant 32 ans. La force d'attraction de Prabowo, ancien commandant des forces spéciales durant la dictature, ne réside pas seulement dans la bonne image de l'armée comme on l'a vu précédemment. Elle se nourrit aussi de la déception de nombreux Indonésiens aux faibles revenus provenant des 10 années de présidence de Yudhoyono (2004-2014). La croissance économique a été tirée par le boom de l'industrie extractive intensive en capital et peu créatrice d'emplois. Comme on l'a vu au tableau 1, plus de 40% des Indonésiens restent pauvres et les inégalités ont cru à un niveau record. Cela indique que la croissance a surtout profité aux plus riches et aux classes moyennes. Si l'on ajoute le maintien d'une corruption endémique à un niveau élevé, symbolisé entre autres par l'arrestation du président du parti au pouvoir en 2014, on comprend que nombre d'électeurs voulaient exprimer leur mécontentement. Les enquêtes d'opinion à la sortie des urnes ont montré que Prabowo a largement devancé Jokowi parmi les diplômés du supérieur alors que Jokowi l'a emporté chez les électeurs, beaucoup plus nombreux, n'ayant qu'une éducation primaire. Prabowo a eu le soutien des électeurs plus riches et vivant en ville et Jokowi des électeurs plus pauvres et vivant à la campagne. Plus précisément, Prabowo a été soutenu par les classes moyennes aisées qui n'appréciaient pas les discours de Jokowi en faveur des pauvres ruraux<sup>42</sup>. Issu de la province de Solo, ayant créé une petite entreprise de meubles, et s'étant bâti une réputation d'homme politique améliorant la santé et l'éducation en les rendant accessibles aux familles à faibles revenus, Jokowi apparaissait comme représentant des classes moyennes inférieures à l'opposé des élites. Au coude-à-coude durant les derniers mois de la campagne, Jokowi l'a emporté grâce à un sursaut durant la dernière semaine de la campagne électorale. La démocratie

<sup>41</sup> Chang, Y.-t., Y.-h. Chu & L. Diamond (2012) 'A Longitudinal and Comparative Analysis of Citizens' Orientations toward Democracy and Their Evaluation of the Overall Performance of the Democratic Regime in East Asia': Asian Barometer and Global Barometer Working Paper Series), Chu, Y.-h. & M.-h. Huang (2010) 'Solving an Asian puzzle', *Journal of Democracy*, **21**, 114-22, Chu, Y.-h., L. Diamond, A. J. Nathan & D. C. Shin (2008) 'Comparative Perspectives on Democratic Legitimacy in East Asia', in *How East Asian view Democracy*, eds. Y.-h. Chu, L. Diamond, A. J. Nathan and D. C. Shin (New York: Columbia University Press)

<sup>42</sup> Mietzner, M. (2014) 'How Jokowi Won and Democracy Survived', *Journal of Democracy*, **25**, 111-25

indonésienne est donc bien plus fragile qu'elle ne paraît et les nouvelles classes moyennes ne sont pas l'avant-garde de la démocratisation.

Aux Philippines, le président élu en juin 2016, Rodrigo Duterte, incarne « l'homme fort » prétendant rétablir la loi et l'ordre aux mépris des institutions démocratiques. Il s'inscrit dans une longue lignée « d'hommes forts » ayant gouverné les Philippines, dont le tableau 2 a montré la popularité auprès de 60% des philippins. Son élection marque un tournant anti-libéral qui surprend d'autant plus qu'elle a été précédée par six années de croissance économique élevée et de stabilité politique sous la présidence de Benigno Aquino qui pouvaient laisser présager un approfondissement de la démocratie. D'après les sondages réalisés à la sortie des urnes, Duterte a reçu un soutien électoral massif des riches et des classes moyennes mais pas des électeurs les plus pauvres<sup>43</sup>. Selon Teehankee<sup>44</sup>, ce vote exprime l'anxiété et la colère des classes moyennes envers la criminalité, la contrebande généralisée, l'inefficacité de l'administration et surtout le siphonage des fonds publics destinés aux investissements dans les services publics et l'infrastructure par des politiciens qui monnaient leur vote en faveur du gouvernement. Les classes moyennes ont ainsi le sentiment de payer des impôts qui alimentent la corruption alors même que le retour de la démocratie après le renversement de la dictature Marcos était censé y mettre fin. Ces promesses non tenues des gouvernements comme celui de Benigno Aquino qui se réclament de la démocratie et du réformisme permet le retour des « hommes forts » qui promettent de mettre fin à la corruption par le recours à la force, fut-elle illégale.

En Thaïlande, les classes moyennes, qui se sont construites une image de défenseurs de la démocratie<sup>45</sup> ont fini par renverser des gouvernements élus et soutenir des coups d'Etat militaires censés rétablir la démocratie. Cet engagement contre la démocratie s'est matérialisé par une opposition de plus en plus violente contre le Premier Ministre Thaksin Shinawatra qui est le seul dans l'histoire politique de la Thaïlande à avoir remporté deux victoires électorales successives en 2001 puis en 2006. L'origine du conflit tient à ce que Thaksin, milliardaire ayant réussi dans les affaires, va obtenir le soutien de millions de thaïlandais pauvres ou à faible revenu grâce à des politiques sociales rapidement taxées de populistes par ses opposants. Les classes moyennes et la bourgeoisie vont découvrir qu'elles sont minoritaires dans le pays et vont dès lors dénoncer la « dictature de la majorité ». La démocratie, ne serait-ce qu'électorale, et son principe de base, un(e) homme (femme), une voix, sont dénoncés comme des valeurs occidentales ne correspondant pas à la culture thaïlandaise<sup>46</sup>.

Une part importante des classes moyennes, avec le soutien des milieux d'affaires, va s'organiser en un mouvement politique, les « chemises jaunes », qui vont multiplier les manifestations de rue et les occupations afin de préparer le coup d'état militaire de 2006, contre Thaksin<sup>47</sup>. De 2007 à 2008, les gouvernements issus des partisans de Thaksin seront en but à la même hostilité et seront renversés par des coups d'état institutionnels. En 2014, le gouvernement élu de Yingluck Shinawatra, sœur de Thaksin, sera renversé par un nouveau coup d'état militaire après plusieurs mois de paralysie de Bangkok et de son administration. Initiées par des employés de bureau, des professionnels et apparentés travaillant essentiellement dans le secteur privé, les manifestations anti-gouvernementales seront ensuite organisées par le successeur du mouvement des chemises jaunes, le PDRC<sup>48</sup>. Ayant à sa tête un dirigeant du Parti Démocrate, parti traditionnel des élites conservatrices en Thaïlande, le PDRC va encadrer strictement les manifestations, recevoir environ 50 millions de dollars des milieux d'affaires, et préparer le coup d'état en empêchant notamment la tenue d'élections législatives. Dans les dernières semaines, un grand nombre de hauts fonctionnaires, de doyens d'université et de dirigeants du corps médical organiseront la paralysie des ministères, des universités et des services publics. L'implication des nouvelles classes moyennes dans le coup d'état se concrétisera par leur large participation aux nouvelles structures du pouvoir mises en place par la junte militaire.

<sup>43</sup> Teehankee, J. C. & M. R. Thompson (2016) 'Electing A Strongman', Ibid.vol. 27, 125-34

<sup>44</sup> Teehankee, J. C. (2017) 'Duterte's Resurgent Nationalism in the Philippines: A Discursive Institutional Analysis', *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 35, 69-89

<sup>45</sup> Jim Okey démystifie le rôle des classes moyennes comme acteur principal de la lutte pour la démocratie et souligne le rôle des étudiants et des classes populaires. Okey, J. (1999) 'Creating the Thai middle class', in *Culture and privilege in capitalist Asia*, ed. M. Pinches (London and New York: Routledge)

<sup>46</sup> Prabowo en Indonésie a fait de même en dénonçant l'élection directe des chefs d'exécutifs locaux comme contraire à la culture indonésienne.

<sup>47</sup> Ce mouvement se transformera en parti politique en 2009. A son congrès de fondation, 48% de ses membres déclarent être commerçant ou entrepreneur. Source : Nelson, M. H. (2010) 'People's Alliance for Democracy: From "New Politics" to a "Real" Political Party?', in *Legitimacy crisis in Thailand*, ed. M. Askew (Chiang Mai: Silkworm Books)

<sup>48</sup> Le comité du peuple pour la réforme démocratique (People's Democratic Reform Committee).

## Conclusion

L'Asie du sud-est a connu un développement économique rapide qui a conduit à l'émergence de classes moyennes de plus en plus nombreuses sans que cela n'entraîne l'apparition de démocraties libérales dans la région. Les pays restent dirigés par des gouvernements qui présentent toutes les nuances de l'autoritarisme. Singapour est même vantée pour le professionnalisme de sa gouvernance et pourrait servir de modèle après celui du « consensus de Pékin ». L'idée commune est le respect des libertés civiles et politiques n'est pas nécessaire à la réussite économique et pourrait même être un handicap, voire un obstacle. La démocratie électorale, serait dans le meilleur des cas, la seule forme de démocratie souhaitable, des lors qu'elle est strictement encadrée. L'Asie du sud-est montre ainsi que le capitalisme peut très bien prospérer sans démocratie et que l'autoritarisme peut se révéler une forme durable de gouvernement des pays.

## Références

- Baker, C. (2016) 'The 2014 Thai Coup and Some Roots of Authoritarianism', *Journal of Contemporary Asia*, 46, 388-404
- Banerjee, A. V. & E. Duflo (2008) 'What is Middle Class about the Middle Classes around the World?', *Journal of Economic Perspectives*, 22, 3-28
- Bellin, E. (2010) 'The dog that didn't bark: The political complacency of the emerging middle class (with Illustrations from the Middle East)', in *Political Power and Social Theory*.
- Birdsall, N. (2015) 'Does the Rise of the Middle Class Lock in Good Government in the Developing World?', *European Journal of Development Research*, 27, 217-29
- Bélanger, D., L. B. W. Drummond & V. Nguyen-Marshall (2012) 'Introduction: Who Are the Urban Middle Class in Vietnam?', in *The Reinvention of Distinction: Modernity and the Middle Class in Urban Vietnam*, eds. V. Nguyen-Marshall, W. L. B. Drummond and D. Bélanger (Dordrecht: Springer Netherlands)
- Chaloentiarana, T. (2007) *Thailand: The politics of despotic paternalism*, (Chiang Mai, Thailand: Silkworm Books)
- Chang, Y.-t., Y.-h. Chu & L. Diamond (2012) 'A Longitudinal and Comparative Analysis of Citizens' Orientations toward Democracy and Their Evaluation of the Overall Performance of the Democratic Regime in East Asia: Asian Barometer and Global Barometer Working Paper Series)
- Chu, Y.-h., L. Diamond, A. J. Nathan & D. C. Shin (2008) 'Comparative Perspectives on Democratic Legitimacy in East Asia', in *How East Asian view Democracy*, eds. Y.-h. Chu, L. Diamond, A. J. Nathan and D. C. Shin (New York: Columbia University Press)
- Chu, Y.-h. & M.-h. Huang (2010) 'Solving an Asian puzzle', *Journal of Democracy*, 21, 114-22
- Collier, D. & S. Levitsky (1997) 'Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research', *World Politics*, Vol. 49, 430-51
- Connors, M. K. (2007) *Democracy and national identity in Thailand*, (Copenhagen: NIAS Press)
- Diamond, L. (2015) 'Facing up to the democratic recession', *Journal of Democracy*, 26, 141-55
- Embong, A. R. (1996) 'Social Transformation, the State and the Middle Classes in Post-Independence Malaysia', *Southeast Asian Studies*, 34, 524-47
- Evers, H.-D. (1973) 'The role of professionals in social and political change', *Southeast Asian Journal of Social Science*, 1, 1-9
- Firman, T. (2004) 'New town development in Jakarta Metropolitan Region: a perspective of spatial segregation', *Habitat International*, 28, 349-68
- Freedom-House (2017) 'Freedom in the World 2017':
- Gainsborough, M. (2002) 'Political change in Vietnam: In search of the middle-class challenge to the state', *Asian Survey*, 42, 694-707
- Gainsborough, M. (2012) 'Elites vs. reform in Laos, Cambodia, and Vietnam', *Journal of Democracy*, 23, 34-46
- Gerke, S. (2002) 'Global lifestyles under local conditions: The new Indonesian middle class', in *Consumption in Asia: Lifestyles and identities*: Routledge London and New York)
- Hattori, T., T. Funatsu & T. Torii (2003) 'Introduction: The Emergence Of The Asian Middle Classes and Their Characteristics', *The Developing Economies*, 41, 129-39
- Huber, E., D. Rueschemeyer & J. D. Stephens (1993) 'The Impact of Economic Development on Democracy', *Journal of Economic Perspectives*, 7, 71-86
- Huynh, P. & S. Kapsos (2013) 'Economic class and labour market inclusion: Poor and middle class workers in developing Asia and the Pacific', *ILO Asia-Pacific Working Paper Series*,
- Kahn, J. S. (1996) 'Growth, economic transformation, culture and the middle classes in Malaysia', in *The new rich in Asia: Mobile phones, McDonalds and middle-class revolution*, eds. R. Robison and D. S. G. Goodman (London and New York: Routledge)

- Kharas, H. (2017) 'The Unprecedented Expansion of the Global Middle Class: an Update', in *Global Economy & Development Working Paper n° 100*, (New York: Brookings Institution)
- Khoo, B. T. (2014) 'Technocracy and Politics in a Trajectory of Conflict', *Southeast Asian Studies*, **3**, 415-38
- King, V. T. (2008a) 'The middle class in Southeast Asia: Diversities, identities, comparisons and the Vietnamese case', *International Journal of Asia Pacific Studies*, **4**, 73-109
- King, V. T. (2008b) *The sociology of Southeast Asia: Transformations in a developing region*, (Copenhagen: NIAS Press)
- Lipset, S. M. (1959) 'Some social requisites of democracy: Economic development and political legitimacy', *American political science review*, **53**, 69-105
- Litonjua, M. D. (2001) 'The state in development theory: the Philippines under Marcos', *Philippine studies*, **49**, 368-98
- Mietzner, M. (2014) 'How Jokowi Won and Democracy Survived', *Journal of Democracy*, **25**, 111-25
- Moore, B. (1966) *Social origins of dictatorship and democracy: Lord and peasant in the making of the modern world*, (Boston: Beacon)
- Nelson, M. H. (2010) 'People's Alliance for Democracy: From "New Politics" to a "Real" Political Party?', in *Legitimacy crisis in Thailand*, ed. M. Askew (Chiang Mai: Silkworm Books)
- Ockey, J. (1999) 'Creating the Thai middle class', in *Culture and privilege in capitalist Asia*, ed. M. Pinches (London and New York: Routledge)
- Robison, R. & D. S. G. Goodman (1996) 'The new rich in Asia: Mobile phones, McDonalds and middle-class revolution', in *The New Rich in Asia*, eds. R. Robison and D. S. G. Goodman (London and New York: Routledge)
- Rodan, G. (1992) 'Singapore: Emerging tensions in the "dictatorship of the middle class"', *The Pacific Review*, **5**, 370-81
- Rodan, G. & K. Jayasuriya (2009) 'Capitalist development, regime transitions and new forms of authoritarianism in Asia', *The Pacific Review*, **22**, 23-47
- Rodrik, D. (2016) 'Is Liberal Democracy Feasible in Developing Countries?', *Studies in Comparative International Development*, 1-10
- Schedler, A. (2006) 'The logic of electoral authoritarianism', in *Electoral authoritarianism: The dynamics of unfree competition*, ed. A. Schedler (Boulder and London: Lynne Rienner Publishers, Inc.)
- Shatkin, G. (2010) 'Middle class or propertied class? Class politics and urban redevelopment in contemporary Asia', in *Political Power and Social Theory*: Emerald Group Publishing Limited)
- Sorpong, P. (2014) 'The Limits and Potential of Liberal Democratisation in Southeast Asia', *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, **33**, 19-47
- Teehankee, J. C. (2017) 'Duterte's Resurgent Nationalism in the Philippines: A Discursive Institutional Analysis', *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, **35**, 69-89
- Teehankee, J. C. & M. R. Thompson (2016) 'Electing A Strongman', *Journal of Democracy*, **vol. 27**, 125-34
- Torii, T. (2003) 'The Mechanism for State-Led Creation of Malaysia's Middle Classes', *The Developing Economies*, **41**, 221-42
- Wietzke, F.-B. (2015) 'Kicking away the ladder? Poverty reduction and public support for redistribution in emerging economies', *Socio-Economic Review*,
- Wietzke, F.-B. & A. Sumner (2014) 'The Political and Social Implications of the 'New Middle Classes' in Developing Countries: A Literature Review and Avenues for Future Research': European Association of Development Research and Training Institutions, Policy Paper)
- Zakaria, F. (1997) 'The rise of illiberal democracy', *Foreign affairs*, 22-43

## Tableaux

Tableau 1 : Estimation des classes moyennes en Asie du sud-est selon les niveaux de revenu									
Unité: US \$ par jour en parité de pouvoir d'achat de 2005	Pauvreté absolue	Pauvreté modérée	Proche de la pauvreté	Classes moyennes précaires	Classes moyennes aisées	Total des classes moyennes	Revenu journalier par personne par jour		Année de référence
							Moyen	médian	
	Jusqu'à 1,25 \$	Jusqu'à 2 \$	2 \$ - 4 \$	4 \$ - 10 \$	10 \$ - 50 \$	4 \$ - 50 \$			
Cambodge	10,1	41,2	44,5	12,9	1,5	14,3	2,8	2,2	2011
Indonésie ur	17,4	41,8	35,1	19,1	3,9	23,1	3,4	2,3	2011
Indonésie ru	15,0	44,8	39,2	14,8	1,3	16,0	2,8	2,15	2011
Laos	30,3	62,0	29,4	7,6	1,0	8,6	2,2	1,7	2012
Malaisie	0,0	2,3	15,6	37,2	42,1	79,3	13,3	9,0	2009
Philippines	19,0	41,7	33,4	20,4	4,5	24,9	3,4	2,3	2012
Thaïlande	0,0	3,5	27,4	49,0	19,8	68,7	7,6	5,5	2010
Vietnam	2,4	12,4	36,1	43,5	8,0	51,5	5,2	4,1	2012

Source: Calculs de l'auteur avec PovCalnet, Banque mondiale, consulté le 15 octobre 2017.

Tableau 2: Attachement à la démocratie et à l'autoritarisme dans quelques pays du Sud-Est						
Avoir un système politique démocratique						
Très bien + plutôt bien	Indonésie 2006	Malaisie 2011	Philippines 2012	Singapour 2012	Thaïlande 2013	Vietnam 2006
Classe inférieure	84,3%	94,0%	77,0%	95,3%	78,3%	75,0%
Classe ouvrière	76,0%	96,2%	78,7%	91,4%	89,3%	80,5%
Classe moyenne inférieure	93,5%	88,2%	72,7%	90,2%	95,3%	75,5%
Classe moyenne supérieure	94,1%	90,3%	73,4%	89,4%	89,7%	87,7%
<b>Total</b>	<b>90,9</b>	<b>92,7</b>	<b>74,8</b>	<b>90,5</b>	<b>91,8</b>	<b>80,0</b>
Avoir un dirigeant fort qui n'a pas à se préoccuper d'un parlement et des élections						
Très bien + plutôt bien	Indonésie 2006	Malaisie 2011	Philippines 2012	Singapour 2012	Thaïlande 2013	Vietnam 2006
Classe inférieure	18,3%	43,50%	59,9%	50,0%	31,4%	5,7%
Classe ouvrière	21,4%	47,0%	56,2%	45,9%	28,3%	7,2%
Classe moyenne inférieure	20,1%	53,7%	55,6%	51,4%	28,4%	12,6%
Classe moyenne supérieure	26,3%	64,2%	65,3%	53,3%	37,9%	8,2%
<b>Total</b>	<b>21,2</b>	<b>50,4</b>	<b>59,1</b>	<b>50,5</b>	<b>30,7</b>	<b>7,7</b>
Avoir des experts, pas un gouvernement, pour prendre les décisions qu'ils pensent être les meilleures pour le pays						
Très bien + plutôt bien	Indonésie 2006	Malaisie 2011	Philippines 2012	Singapour 2012	Thaïlande 2013	Vietnam 2006
Classe inférieure	42,4%	58,3%	61,4%	56,7%	21,5%	17,3%
Classe ouvrière	37,7%	63,7%	48,1%	53,8%	32,3%	25,0%
Classe moyenne inférieure	45,5%	64,4%	50,9%	56,1%	31,7%	34,1%
Classe moyenne supérieure	40,4%	70,9%	61,3%	55,4%	38,8%	42,5%
<b>Total</b>	<b>41,9</b>	<b>63,8</b>	<b>54,8</b>	<b>55,6</b>	<b>33,0</b>	<b>26,3</b>
Avoir l'armée au pouvoir						
Très bien + plutôt bien	Indonésie 2006	Malaisie 2011	Philippines 2012	Singapour 2012	Thaïlande 2013	Vietnam 2006
Classe inférieure	79,6%	33,4%	55,0%	35,3%	25,4%	25,0%
Classe ouvrière	77,9%	44,7%	47,8%	24,5%	31,2%	28,6%
Classe moyenne inférieure	90,8%	37,4%	49,3%	23,9%	34,9%	18,5%
Classe moyenne supérieure	90,1%	38,8%	53,1%	26,4%	39,5%	26,0%
<b>Total</b>	<b>88,2</b>	<b>40,6</b>	<b>51,4</b>	<b>25,7</b>	<b>34,6</b>	<b>27,4</b>

Source: Calculs de l'auteur à partir des données du *World Value Survey*, consulté le 17 octobre 2017.